

Convention collective départementale
IDCC : 2294. – INDUSTRIES ET MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE
(Aube)
(5 juin 2002)
(Bulletin officiel n° 2002-11 *bis*)
(Étendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)

ACCORD DU 2 MAI 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX EFFECTIFS GARANTIS
ET AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
POUR L'ANNÉE 2018
NOR : ASET1850637M
IDCC : 2294

Entre :
UIMM Champagne-Ardenne,
D'une part, et
CFDT métallurgie ;
CFE-CGC métallurgie ;
CGT métaux,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

TITRE I^{ER}
BARÈME DES SALAIRES MINIMAUX EFFECTIFS GARANTIS

Article 1^{er}

Il est institué un barème des salaires minimaux effectifs garantis (SMEG), fixé à l'article 4 du présent accord, s'appliquant aux agents de maîtrise, aux administratifs, techniciens et aux ouvriers occupant des fonctions définies par l'accord national sur la classification du 21 juillet 1975, et employés dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective de l'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 2

Les salaires sont arrêtés pour un horaire mensuel de 151,67 heures, compensation pour réduction d'horaires incluse. Ayant le caractère de salaires, ils n'ont pas à supporter la majoration de 5 % à 7 % résultant des accords nationaux du 30 janvier 1980 et du 13 janvier 1983 modifiés, et n'ont pas à être pris comme base de calcul de la prime d'ancienneté.

Article 3

Pour la compensation annuelle des sommes réellement perçues par les salariés, avec le présent barème, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire y compris l'ensemble des compensations pour réduction d'horaire, à l'exception de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective de la métallurgie de l'Aube, des sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, des sommes ayant le caractère d'un remboursement de frais et des primes ou indemnités prévues par la convention collective de la métallurgie de l'Aube dues au titre du travail exceptionnel la nuit ou le dimanche ou un jour férié légal, au titre du travail continu en équipes successives et enfin des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Article 4

À compter du 1^{er} janvier 2018, le barème des salaires minimaux effectifs garantis applicables aux personnels s'établit de la façon suivante :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	SALAIRE ANNUEL
I	1	140	18 010
	2	145	18 010
	3	155	18 144
II	1	170	18 696
	2	180	18 698
	3	190	18 936
III	1	215	19 032
	2	225	19 042
	3	240	20 126
IV	1	255	20 242
	2	270	20 816
	3	285	21 802
V	1	305	23 306
	2	335	25 428
	3	365	27 976
	4	395	30 524

Article 5

Ces barèmes sont adaptés à l'horaire effectif de travail de chaque salarié. Ils supportent, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires. Ils sont adaptés, le cas échéant, en cas de suspension du contrat de travail pour quelque cause que ce soit, et en cas d'entrée ou de départ du salarié en cours d'année ou de changement de coefficient.

Le barème des rémunérations effectives garanties annuelles subit les abattements prévus pour les rémunérations par les dispositions législatives et conventionnelles, et les abattements prévus pour les jeunes salariés au-dessous de 18 ans.

S'agissant de salaires minimaux effectifs garantis, la vérification interviendra pour chaque salarié en fin d'année ou en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail. S'il

apparaît que la totalité des éléments de la rémunération à prendre en considération est inférieure au montant du salaire minimal effectif garanti applicable, le salarié considéré recevra un complément de rémunération égal à la différence entre les sommes perçues et le montant de la garantie dont il doit bénéficier en vertu du présent texte.

L'employeur informera le comité d'établissement ou, à défaut, les délégués du personnel ou encore le CSE, du nombre de salariés ayant bénéficié d'un apurement de fin d'année. Les mêmes éléments d'information seront communiqués aux délégués syndicaux des organisations syndicales signataires.

Article 6

Les salaires minimaux effectifs garantis n'ont aucune incidence sur les rémunérations minimales hiérarchiques qui restent applicables, notamment pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Article 7

Il est convenu que si la rémunération effective garantie annuelle devenait inférieure au Smic pour certains coefficients, les parties se réuniraient à nouveau pour négocier sur les rémunérations effectives garanties annuelles.

À défaut d'initiative de la partie patronale dans les 3 mois, la négociation s'engagerait dans les 15 jours suivant la demande d'une organisation syndicale de salariés représentative.

Article 8

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

TITRE II

BARÈMES DES RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES

Article 9

Les dispositions du présent titre s'appliquent aux personnels ouvriers, administratifs et techniciens, agents de maîtrise, agents de maîtrise d'atelier.

Article 10

Les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servent exclusivement de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 11

Les parties signataires sont convenues d'actualiser comme suite le barème des rémunérations minimales hiérarchiques. La valeur du point est revalorisée à 4,67 €.

Article 12

Les rémunérations minimales hiérarchiques ci-après définies sont établies sur la base de la durée légale du travail en vigueur et comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée de travail. Le barème doit être adapté en fonction de l'horaire de travail effectif réellement pratiqué.

Article 13

Le barème établi sur ces valeurs du point prend effet à compter du 1^{er} juin 2018.

Article 14

L'UIMM Champagne-Ardenne, site de l'Aube s'engage, dans la mesure du possible, à faire diminuer l'écart avec la moyenne régionale de la valeur du point à l'avenir. Cette moyenne régionale est au 2 mai 2018 d'un montant de 4,93 €.

Les valeurs au 2 mai 2018 étant pour :

- les Ardennes, de 4,87 €, accord du 7 avril 2017 ;
- la Haute-Marne, de 5,20 €, accord du 18 avril 2018 ;
- la Marne, de 5,03 €, accord du 28 avril 2017 ;
- l'Aube, de 4,62 €, accord du 18 mai 2017.

Ceci implique que toutes propositions de l'UIMM qui respectent scrupuleusement l'article 13 fassent l'objet d'un accord des partenaires sociaux afin de ne pas remettre en cause l'engagement de l'UIMM relatif à cet article. Cet engagement ne pourra être respecté qu'en cas d'accord signé avec les partenaires sociaux.

Article 15

En application des articles 4 et 5 de l'accord national du 30 janvier 1980 relatif à des garanties applicables aux ouvriers, une majoration de 5 % sera ajoutée aux barèmes calculés sur la valeur du point au 1^{er} juin 2018.

Pour la garantie complémentaire des agents de maîtrise, cette garantie est portée à 7 %.

Article 16

En application de l'article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente notifiera à l'ensemble des organisations représentatives le texte de cet avenant.

Le présent accord, en application de l'article L. 2231-6 du code du travail est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par la loi.

Article 17

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Fait à Rosières-près-Troyes, le 2 mai 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

**Tableau des primes d'ancienneté applicables aux administratifs et techniciens
et aux agents de maîtrise autres que d'atelier
au 1^{er} juin 2018**

Valeur du point : 4,67.

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

COEF.	NIV.	ÉCH.	CAT.	RMH	ANCIENNETÉ												
					3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %
140		1		653,80	19,61	26,15	32,69	39,23	45,77	52,30	58,84	65,38	71,92	78,46	84,99	91,53	98,07
145	I	2		677,15	20,31	27,09	33,86	40,63	47,40	54,17	60,94	67,72	74,49	81,26	88,03	94,80	101,57
155		3		723,85	21,72	28,95	36,19	43,43	50,67	57,91	65,15	72,39	79,62	86,86	94,10	101,34	108,58
170		1		793,90	23,82	31,76	39,70	47,63	55,57	63,51	71,45	79,39	87,33	95,27	103,21	111,15	119,09
180	II	2		840,60	25,22	33,62	42,03	50,44	58,84	67,25	75,65	84,06	92,47	100,87	109,28	117,68	126,09
190		3		887,30	26,62	35,49	44,37	53,24	62,11	70,98	79,86	88,73	97,60	106,48	115,35	124,22	133,10
215		1	AM.1	1 004,05	30,12	40,16	50,20	60,24	70,28	80,32	90,36	100,41	110,45	120,49	130,53	140,57	150,61
225	III	2		1 050,75	31,52	42,03	52,54	63,05	73,55	84,06	94,57	105,08	115,58	126,09	136,60	147,11	157,61
240		3	AM.2	1 120,80	33,62	44,83	56,04	67,25	78,46	89,66	100,87	112,08	123,29	134,50	145,70	156,91	168,12
255		1	AM.3	1 190,85	35,73	47,63	59,54	71,45	83,36	95,27	107,18	119,09	130,99	142,90	154,81	166,72	178,63
270	IV	2		1 260,90	37,83	50,44	63,05	75,65	88,26	100,87	113,48	126,09	138,70	151,31	163,92	176,53	189,14
285		3	AM.4	1 330,95	39,93	53,24	66,55	79,86	93,17	106,48	119,79	133,10	146,40	159,71	173,02	186,33	199,64

COEF.	NIV.	ÉCH.	CAT.	RMH	ANCIENNETÉ												
					3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %
305	V	1	AM.5	1 424,35	42,73	56,97	71,22	85,46	99,70	113,95	128,19	142,44	156,68	170,92	185,17	199,41	213,65
335		2	AM.6	1 564,45	46,93	62,58	78,22	93,87	109,51	125,16	140,80	156,45	172,09	187,73	203,38	219,02	234,67
365		3	AM.7	1 704,55	51,14	68,18	85,23	102,27	119,32	136,36	153,41	170,46	187,50	204,55	221,59	238,64	255,68
395		4		1 844,65	55,34	73,79	92,23	110,68	129,13	147,57	166,02	184,47	202,91	221,36	239,80	258,25	276,70

ANNEXE

**Tableau des primes d'ancienneté applicables aux agents de maîtrise d'atelier
au 1^{er} juin 2018**

Valeur du point : 4,67.

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

COEF.	NIV.	ÉCH.	CAT.	RMH avec majoration de 7 %	ANCIENNETÉ												
					3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %
140	I	1															
145		2															
155		3															
170	II	1															
180		2															
190		3															
215	III	1	AM.1	1 074,33	32,23	42,97	53,72	64,46	75,20	85,95	96,69	107,43	118,18	128,92	139,66	150,41	161,15
225		2															
240		3	AM.2	1 199,26	35,98	47,97	59,96	71,96	83,95	95,94	107,93	119,93	131,92	143,91	155,90	167,90	179,89
255	IV	1	AM.3	1 274,21	38,23	50,97	63,71	76,45	89,19	101,94	114,68	127,42	140,16	152,91	165,65	178,39	191,13
270		2															
285		3	AM.4	1 424,12	42,72	56,96	71,21	85,45	99,69	113,93	128,17	142,41	156,65	170,89	185,14	199,38	213,62

COEF.	NIV.	ÉCH.	CAT.	RMH avec majoration de 7 %	ANCIENNETÉ												
					3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %
305	V	1	AM.5	1 524,05	45,72	60,96	76,20	91,44	106,68	121,92	137,16	152,41	167,65	182,89	198,13	213,37	228,61
335		2	AM.6	1 673,96	50,22	66,96	83,70	100,44	117,18	133,92	150,66	167,40	184,14	200,88	217,61	234,35	251,09
365		3	AM.7	1 823,87	54,72	72,95	91,19	109,43	127,67	145,91	164,15	182,39	200,63	218,86	237,10	255,34	273,58
395		4			1 973,78	59,21	78,95	98,69	118,43	138,16	157,90	177,64	197,38	217,12	236,85	256,59	276,33

ANNEXE

**Tableau des primes d'ancienneté applicables aux ouvriers
au 1^{er} juin 2018**

Valeur du point : 4,67.

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

COEF.	NIV.	ÉCH.	CAT.	RMIH avec majoration de 5 %	ANCIENNETÉ												
					3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %
140	I	1		686,49	20,59	27,46	34,32	41,19	48,05	54,92	61,78	68,65	75,51	82,38	89,24	96,11	102,97
145		2		711,01	21,33	28,44	35,55	42,66	49,77	56,88	63,99	71,10	78,21	85,32	92,43	99,54	106,65
155		3		760,04	22,80	30,40	38,00	45,60	53,20	60,80	68,40	76,00	83,60	91,21	98,81	106,41	114,01
170	II	1		833,60	25,01	33,34	41,68	50,02	58,35	66,69	75,02	83,36	91,70	100,03	108,37	116,70	125,04
180		2															
190		3		931,67	27,95	37,27	46,58	55,90	65,22	74,53	83,85	93,17	102,48	111,80	121,12	130,43	139,75
215	III	1	AM.1	1 054,25	31,63	42,17	52,71	63,26	73,80	84,34	94,88	105,43	115,97	126,51	137,05	147,60	158,14
225		2															
240		3	AM.2	1 176,84	35,31	47,07	58,84	70,61	82,38	94,15	105,92	117,68	129,45	141,22	152,99	164,76	176,53
255	IV	1	AM.3	1 250,39	37,51	50,02	62,52	75,02	87,53	100,03	112,54	125,04	137,54	150,05	162,55	175,05	187,56
270		2		1 323,95	39,72	52,96	66,20	79,44	92,68	105,92	119,16	132,39	145,63	158,87	172,11	185,35	198,59
285		3	AM.4	1 397,50	41,92	55,90	69,87	83,85	97,82	111,80	125,77	139,75	153,72	167,70	181,67	195,65	209,62

COEF.	NIV.	ÉCH.	CAT.	RMH avec majoration de 5 %	ANCIENNETÉ												
					3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %
305		1	AM.5														
335	V	2	AM.6														
365		3	AM.7														
395		4															